



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury - BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINIER SAS

Naveil
BP 40086
cedex
41100 Vendôme

Références : 2025/645
Code AIOT : 0010003348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement MINIER SAS implanté Le Bois Brûlé 41500 Maves. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Le Bois Brûlé 41500 Maves
- Code AIOT : 0010003348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière MINIER SAS sise sur le territoire de la commune de Maves au lieu-dit "Bois Brûlé" est une carrière de matériaux calcaires autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006.242.3 du 3 août 2006. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans et une production maximale annuelle de 60 000 tonnes (40 000 tonnes / an en moyenne).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Piézomètres de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.A.d	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D.a	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article II.1.A	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Distance de recul	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.F	/	Sans objet
6	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.D.f	/	Sans objet
7	Prevention des risques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.6.A.a	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article II.1.A				
Thème(s) : Autre, Surfaces prise en compte pour le calcul des GF et Montant des GF				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 11/12/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescriptiondate d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025				
Prescription contrôlée : <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.</p> <p>L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).</p>				
Phases (5 ans)	S1 (C1 = 10,5 k€/ha)	S2 (C2 = 24,5 k€/ha)	S3 (L) (C3 = 12 k€/ha)	TOTAL (= 1.352)
1	1 0 6 4 8 € (1,0141ha)	7381€ (0,3013ha)	6171€ (0,5142ha)	32718 €
2	9 9 2 8 € (0,9455ha)	7381€ (0,3013ha)	3600€ (0,3ha)	28268 €
3	8 8 4 9 € (0,8427ha)	7381€ (0,3013ha)	4632€ (0,386ha)	28205 €

4	9 2 9 8 € (0 , 8 8 5 5 h a)	7381€ (0,3013ha)	4116€ (0,343ha)	28114 €
---	----------------------------------	------------------	-----------------	---------

[...]

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au mois de novembre 2005, soit 537.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Constats :

Constats de la visite du 11/12/2024 :

Pour les garanties financières la période à considérer est la 4ème période quinquennale (08/2021 - 08/2026). Les surfaces S1, S2 et S3 prescrites pour la période sont respectivement de 0.8855 ha, 0,3013 ha et 0.343 ha.

Sur le dernier plan d'exploitation correspondant à un levé du 30/11/2021 (pas d'exploitation en 2022 et en 2023 selon l'exploitant) les surfaces S1, S2 et S3 sont respectivement de 1ha 55, 1 ha 24 et 0 ha 46. Les surfaces prescrites pour la période considérée sont donc toujours dépassées (elles l'étaient déjà lors des visites du 21/03/2013 et 29/07/202) .Concernant le montant des garanties constituées l'exploitant dispose d'un acte de cautionnement du 07/06/2024 d'un montant de 107 100 € valable pour la période du 01/03/2024 au 30/09/2026. L'exploitant a justifié (courriers des 29/01/2025 et 14/04/2025) que ce montant était suffisant pour permettre la remise en état du site.

Suite à cette inspection l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions des articles II.1A et III.4.D par un AP du 14/02/2025 :

- soit, en réorganisant l'exploitation pour respecter le phasage et en limitant les surfaces dérangées ;
- soit en déposant un dossier de porter à connaissance visant à la régularisation des conditions d'exploitation, accompagné d'un nouveau calcul des garanties financières. Un délai de 3 mois était accordé à l'exploitant pour satisfaire à la mise en demeure.

Constats de la visite du 25/08/2025 :

Par un courrier en date du 21 mai 2025 l'exploitant a adressé au préfet un dossier de porter à connaissance portant sur la modification des conditions d'exploitation (nouveau phasage), accompagné d'un nouveau calcul des garanties financières.

Le dossier précité, en cours d'instruction par l'inspection des installations classées, permet de considérer que l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°41-2025-02-14-00002 du 14 février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D

Thème(s) : Autre, Plan de phasage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

(Voir plan annexé à l'AP du 30/08/2006).

Constats :

Constats de la visite du 11/12/2024 :

Lors de cette inspection il a à nouveau été constaté un non respect du phasage d'exploitation (constat déjà relevé lors de la précédente inspection du 29/07/2020).

Suite aux constats de l'inspection de 2024 l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions des articles II.1A et III.4.D par un AP du 14/02/2025 du 14/02/2025 :

- soit, en réorganisant l'exploitation pour respecter le phasage et en limitant les surfaces dérangées ;

- soit en déposant un dossier de porter à connaissance visant à la régularisation des conditions d'exploitation, accompagné d'un nouveau calcul des garanties financières.

Un délai de 3 mois était accordé à l'exploitant pour satisfaire à la mise en demeure.

Constats de la visite du 26/08/2025 :

Dans un courrier en date du 14/04/2025 adressé au préfet l'exploitant a indiqué : " La chronologie du phasage est bien respectée : nous avons exploité la phase 1 puis la phase 2. Cependant nous accusons un retard important dans l'exploitation : nous devrions exploiter actuellement la phase 18".

Par un courrier du 21 mai 2025 l'exploitant adressé au préfet un dossier de porter à connaissance portant sur la modification des conditions d'exploitation (nouveau plan de phasage), accompagné d'un nouveau calcul des garanties financières.

Le dossier précité, en cours d'instruction par l'inspection des installations classées, permet de considérer que l'exploitant a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°41-2025-02-14-00002 du 14 février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Piézomètres de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.A.d

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025

Prescription contrôlée :

[...] La qualité et le niveau des eaux souterraines feront l'objet d'une surveillance. A cette fin, 9 piézomètres seront mis en place selon la localisation jointe (plan n° 4). Il sera procédé au relevé mensuel du niveau de l'eau dans chaque piézomètre. Un compte rendu annuel sera adressé au service assurant l'inspection des installations classées [...]

Constats :

Constats de la visite du 11/12/2024 :

9 piézomètres sont présents.

L'exploitant a présenté le relevé mensuel, qu'il réalise, des niveaux piézométriques. De l'examen de ce relevé il ressort que le PZ2 est toujours à sec. Concernant le contrôle de la qualité des eaux souterraines l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle. Ce rapport a été établi par la société IRH (n°CENP240220-24-117-R0) et porte sur des prélèvements réalisés le 18/04/2024. Le rapport précise que le PZ2 à sec n'a pas été prélevé. Dans le rapport d'activité de 2023 de l'exploitant (le rapport 2024 est attendu début 2025) il est indiqué pour les eaux souterraines : " Campagne réalisée le 17/04/2023. Pas d'évolution notable sur les 9 piézomètres. PZ2 toujours à sec. Le niveau piézomètre de la nappe au droit du site varie d'après les relevés 2024 réalisés par IRH de 103,06 m NGF (PZ8) à 103,58 m NGF(PZ7).

Suite à ces constats il avait été conclu que le PZ2 n'était pas fonctionnel et devait être remis en état.

Dans sa réponse du 14/04/2025 à ce constat l'exploitant a indiqué :

" Le piézomètre n°2 n'est effectivement pas fonctionnel. Le site possède 8 autres piézomètres permettant de suivre la qualité de la nappe, répartis sur la totalité de la limite d'autorisation ainsi qu'au centre du site (voir plan de localisation). Cet ensemble d'ouvrage constitue un maillage plus important qu'habituellement pour un site d'extraction (un ouvrage amont et 2 ouvrages aval) alors que le site ne présente qu'une surface de 12 ha. De plus, le PZ2, se situe dans une zone où l'extraction est terminée et aucun remblai extérieur ne sera apporté sur le site.

Constats du 26/08/2025 :

Dans le rapport d'activité 2024 de la carrière il est indiqué au volet suivi hydrogéologique :

" Campagne réalisée le 18/04/2024. Pas d'évolution notable sur les 9 piézomètres, légère augmentation des MES sur les PZ1 et PZ6. PZ2 toujours à sec".

Lors de l'inspection le suivi piézométrique réalisé sur la carrière depuis 2008 a été présenté et examiné. Il met en avant l'absence d'eau dans le PZ2 depuis le début du suivi.

D'après l'exploitant l'absence d'eau dans le PZ2, réalisé à l'époque comme les 8 autres piézomètres, est liée à la géologie de son lieu d'implantation.

L'exploitant justifiera que la PZ2 est conçu et réalisé comme les autres piézomètres du site et que l'absence d'eau dans le tube est lié à la géologie de son lieu d'implantation et non à une problème de réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Extraction à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.D.a
Thème(s) : Autre, niveau du carreau de la carrière.
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 106,6 m NGF. L'extraction devra en permanence être située au minimum 2m au-dessus de la surface piézométrique de la nappe. Les données piézométriques seront issues du suivi des ouvrages mis en place en application de l'article III 5 A d.. Dans les cas où le niveau de la nappe se situerait à moins de 2m en-dessous du carreau, les travaux devront être suspendus et les engins retirés du fond de fouille.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la visite du 11/12/2024 :</u></p> <p>Lors l'inspection il est constaté que sur le dernier plan d'exploitation (levé du 30/11/2021) les secteurs en extraction correspondent très majoritairement aux phase 1 et 2. Aucune cote du carreau de la carrière ne figure sur la plan d'exploitation précité pour ces 2 phases. Dans cette situation le respect de la cote minimale du carreau fixée à 106,6 m NGF n'est pas vérifiable, pas plus que la distance minimum de 2 m à garantir entre le niveau de l'extraction et le niveau piézométrique de la nappe.</p> <p>Une faible exploitation de la carrière ayant été réalisée en 2024, il avait été précisé que le plan d'exploitation 2024, à produire en début d'année 2025, devra faire figurer la cote du carreau de la carrière dans les secteurs extraits et en exploitation.</p> <p>Dans sa réponse du 14/04/2025, à l'inspection de 12/2024 l'exploitant a indiqué : "Lors du levé réalisé le 14 janvier 2025, le fond de fouille au niveau des phases 1 et 2 était en eau et ne permettait pas de prendre la cote (voir photo à suivre). La cote sera indiquée sur le plan de 2025.</p> <p><u>Constats de la visite du 26/08/2025:</u></p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté que le fond de fouille au niveau des phases 1 et 2 était toujours en eau.</p> <p>Pour la réalisation du plan d'exploitation 2025, qui sera à produire en début d'année 2026, l'exploitant devra s'organiser en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour relever la cote du carreau de la carrière sur les secteurs en extraction correspondant très majoritairement aux phase 1 et 2.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Distance de recul

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.4.F
Thème(s) : Risques accidentels, Eloignement du front des limites de l'autorisation
Prescription contrôlée : Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques [...].
Constats : Les abords de l'exploitation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé. Le respect de cette distance est visible sur la plan d'exploitation de 2024 mis à jour au 14 janvier 2025. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.5.D.f	
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des vitesses particulières pondérées	
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :	
Bande de fréquence (en Hertz)	Pondération du signal

Bande de fréquence (en Hertz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite fixée à l'article 22.2 I de l'arrêté du 22 septembre 1994 est vérifié dès les 4 premiers tirs réalisés sur la carrière, puis tous les ans.

Les résultats de ces mesures seront conservés sur le site à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de signature du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de signature du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection l'exploitant a précisé que depuis le transfert à son profit de l'autorisation d'exploiter en août 2006, il avait seulement réalisé quelques tirs au début de son exploitation de la carrière.

Il a justifié que les 2 derniers tirs ont été réalisés en septembre et en novembre 2009.

Les tirs ayant été réalisés il y a plus de 15 ans, le respect des valeurs limites des vitesses particulières pondérées de ces tirs n'a pas été examiné.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2006, article III.6.A.a
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
Constats : Un premier portail fermant à clef se situe au niveau de l'accès carrossable à la carrière depuis la RD n°110. Après le franchissement de ce portail un barrière relevable, équipée d'un cadenas, ferme l'accès au secteur en exploitation. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite